

Turquie : Recep Tayyip Erdoğan, les Arméniens, les Roms et les autres...

lundi 22 mars 2010, par [Jean Marcou](#)

Après la reconnaissance du génocide arménien, le 4 mars 2010, par une commission du Congrès américain et, le 11 mars, par le parlement suédois, le début de la semaine qui vient de s'écouler s'annonçait moins mouvementé pour Recep Tayyip Erdoğan, qui, les 16 et 17 mars, se trouvait en déplacement au Royaume-Uni, l'un des Etats-membres qui apporte le soutien le plus constant à la candidature turque à l'Union Européenne. Pourtant, lors d'une interview à la BBC, le 16 mars, loin de chercher à calmer le jeu, le premier ministre turc a relancé les débats sur la question arménienne, d'une façon totalement inattendue. En condamnant les reconnaissances parlementaires américaine et suédoise et celles qui pourraient intervenir ultérieurement, il s'est interrogé en ces termes sur la situation des Arméniens sans papiers qui travaillent actuellement en Turquie : « Il y a 170 000 Arméniens dans mon pays. Parmi ceux-là, 70 000 sont des nationaux, mais nous tolérons les 100 000 autres... Si cela était nécessaire, je pourrais être dans l'obligation de leur dire de retourner dans leur pays. Ce ne sont pas mes concitoyens... Je ne suis pas obligé de les garder ici. »

Ce dérapage verbal a été fort mal accueilli, tant par les ONG que par une large partie de la presse turque. Les éditorialistes, dont un certain nombre entretiennent un contentieux déjà ancien avec le leader de l'AKP, suite à de précédents accrochages, ont vu dans cette nouvelle sortie de Recep Tayyip Erdoğan, au pire un chantage prenant en otage des travailleurs clandestins, au mieux une maladresse susceptible d'alimenter les accusations séculaires contre la Turquie. Les propos du premier ministre ont également mis les officiels de l'AKP dans un réel embarras. Le quotidien « Radikal » a dénoncé, d'ailleurs, dans sa une du 19 mars, le silence assourdissant des membres du gouvernement, en particulier celui du ministre des affaires étrangères, habituellement plus loquace quand l'actualité se déchaîne. L'un des seuls à s'exprimer sur la question aura été le président de la République, qui a surtout cherché à atténuer la portée des déclarations de Recep Tayyip Erdoğan, en rappelant que celui-ci avait évoqué ces sans papiers, non parce qu'il songeait réellement à les expulser, mais simplement pour montrer que la Turquie fermait les yeux et qu'elle « n'avait pas de rancune à l'égard des Arméniens »

Il reste que ce nouvel incident verbal illustre, une fois de plus, l'ambiguïté qui n'a cessé d'empreindre l'attitude de l'AKP à l'égard des minorités et communautés distinctes en Turquie. Deux remarques essentielles peuvent être faites à cet égard. En premier lieu, au cours des deux dernières années, le gouvernement a fait une série d'annonces fracassantes. Alévis, Kurdes, Arméniens, Roms, et plus récemment Roms... l'ensemble du spectre qui reflète la diversité religieuse, identitaire et ethnique de ce pays a été l'objet des attentions du parti gouvernemental. De fait, de nombreux projets ont été lancés, mais pour l'instant, force est de constater que le bilan des réalisations est extrêmement mince. Les promesses faites aux alévis n'ont toujours pas été tenues, l'ouverture kurde s'est enlisée, la réouverture du séminaire de Halki butte sur une série de problèmes politiques et techniques... En second lieu, s'il est vrai que des déclarations spectaculaires ont été faites et que leur caractère symbolique ne saurait être minoré, les dérapages verbaux et les raidissements nationalistes sont assez fréquents dans la bouche du premier ministre ou dans celle d'autres responsables de l'AKP. Ce type de propos entame, en tout cas, la crédibilité des ouvertures effectuées, en donnant l'impression que Recep Tayyip Erdoğan et sa formation sont en permanence dans un exercice d'équilibriste qui les voit, d'un côté, vanter la diversité de la Turquie et, de l'autre, ménager un vieux fond de commerce nationalo-populiste.

La semaine passée fut un bon exemple de l'ambiguïté de ce discours, car le premier ministre a successivement adopté toutes ces attitudes contradictoires. La veille de sa déclaration de Londres

menaçant les Arméniens sans papiers, Recep Tayyip Erdoğan, évoquant son enfance bercée par la culture tzigane dans le quartier stambouliote de Kasımpaşa, avait rencontré 15 000 Roms, lors d'un meeting à Istanbul, pour annoncer en leur faveur de prochaines mesures sociales. Le 18 mars, au lendemain de sa déclaration de Londres, le premier ministre célébrait le 95^e anniversaire de la bataille de Dardanelles, et en profitait à nouveau pour s'exprimer sans nuances sur les reconnaissances parlementaires du génocide arménien, qualifiées de « déclarations irresponsables » et « de décisions injustes » prises par « certains pays ayant fait violence à la nation turque avec des visées impérialistes ». Un jour plus tard, Recep Tayyip Erdoğan s'en prenait, cette fois, à la presse, notamment aux médias internationaux accusés d'avoir déformé à dessein ses propos sur les Arméniens sans papiers. En fin de semaine, pourtant, à l'occasion d'un nouveau meeting, tenu cette fois avec des artistes, pour convaincre de la pertinence de son initiative kurde, le premier ministre (photo) a repris une posture plus modérée pour dire que ses propos de Londres avait été mal compris et confirmer qu'il n'avait jamais été question d'expulser des travailleurs arméniens.

Pour certains cette attitude contradictoire, à l'égard des minorités et communautés spécifiques, confirmerait l'absence de sincérité des professions de foi démocratiques et pluralistes de l'AKP, et donc l'existence du fameux « agenda caché » ou de ce que les milieux les plus laïques appellent désormais « la dictature civile ». Une telle opinion paraît pourtant bien simpliste. En réalité, il semble que le parti gouvernemental, et particulièrement son premier ministre, soit le fruit d'une dialectique compliquée de comportements et d'opinions. En premier lieu, dans cet ensemble hétérogène, on retrouve la dimension antisystème de l'AKP, qui le conduit à critiquer le centralisme uniformisant kémaliste et à soutenir les communautés victimes de cette conception de l'Etat turc, ne serait-ce que pour mieux mettre en accusation l'establishment politico-militaire et se poser en partisan sincère de la démocratie. En second lieu, on rencontre une tendance totalement opposée, qui voit un parti de gouvernement faire siens les principes traditionnels les plus nationalistes en usage à Ankara pour défendre l'Etat, comme cela a été le cas face aux récentes reconnaissances parlementaires du génocide arménien. En troisième lieu, on est aussi en présence, il ne faut pas l'oublier, d'une formation issue de la mouvance islamiste, ce qui amène son leader à souvent se référer à cette culture politique chère au noyau de sa base électorale, pour adopter une posture assez ottomaniste de défenseur des musulmans de l'intérieur mais aussi de ceux de l'extérieur. Enfin, on doit ajouter la personnalité entière et imprévisible de l'homme de Kasımpaşa, capable d'enthousiasmer les masses par ses propos directs ou par son pragmatisme étonnant, mais aussi de surprendre par ses colères et sa propension s'engager dans des polémiques interminables. À bien des égards, le discours, à première vue contradictoire, du premier ministre, tout au long de cette longue semaine, a probablement une logique qui se nourrit de cette alchimie complexe.

JM

[Article original de l'Ovipot](#)

Sources

Source : ovipot, le 21.03.10